

AKTUELL

FONDS DE COMPENSATION

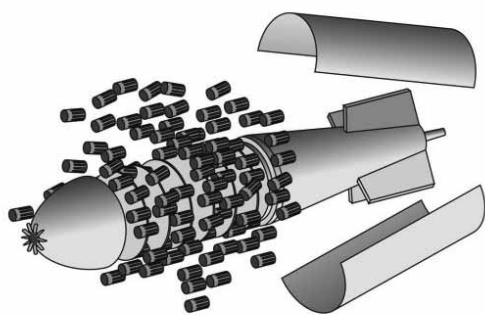
Bonnes intentions

Luc Caregari

Un sondage relève que de plus en plus de personnes veulent que les investissements du fonds de compensation (FDC) soient responsables - mais sont-ils prêts à en courir le risque ?

« Les Luxembourgeois sont massivement favorables à des critères environnementaux et sociaux en ce qui concerne les investissements du Fonds de compensation », c'est la conclusion principale que Magali Paulus, la présidente d'etika - le seul fonds d'investissement éthique du Luxembourg - tire de l'étude que son organisme avait commandé à l'institut de sondages TNS-Ilres et qui vient d'être présentée cette semaine. Une étude qui montre en effet que la crise financière n'a pas laissé les gens indifférents, contrairement à ce qu'ont pu croire les hommes politiques ou encore les responsables de l'investissement du FDC.

Le sondage est clair sur les fondamentaux : 73 pour cent des sondés sont favorables aux critères environnementaux et sociaux dans les investissements, 55 pour cent sont même prêts à accepter un rendement financier amoindri en échange contre l'application de critères éthiques stricts. Tandis que 68 pour cent se sont déclarés prêts à investir leur propre argent dans des fonds éthiquement responsables - ce qui est un doublement du chiffre du dernier sondage en la matière qui a été effectué en 1999 - et six pour cent ont indiqué déjà le faire. Il semble que l'initiative prise par Déi Lénk en août dernier (voir woxx 1073) qui dénonçait des investissements illégaux du FDC, notamment dans des firmes produisant des bombes à sous-munitions et autres saloperies, ait touché profondément la conscience des Luxembourgeois. En tout cas, un tel résultat n'était pas attendu et devrait mettre la pression au FDC pour qu'il applique rapidement des critères responsables à ses portefeuilles d'actions et d'obligations. Car il reste du travail à faire. Pour s'en persuader, il suffit de parcourir les listings des armes dans lesquelles le FDC investit l'argent du contribuable - des listings qui d'ailleurs ont disparu du site du FDC depuis l'affaire des sous-muni-



tions - Monsanto, Halliburton, Philipp Morris ne sont que quelques-unes des multinationales dont on ne va pas détailler les pratiques infâmes ici, mais qui sont bel et bien présentes sur les listes. Et les attentes d'etika - qui conseille le FDC dans ses investissements - sont grandes : « Nous attendons d'eux une attitude active qui évite les dérapages, au lieu de cette attitude réactive qu'ils ont jusqu'à aujourd'hui et qui consiste à enlever les actions et obligations incriminées en public », déclarait Magali Paulus, avant de tempérer « Mais jusqu'ici, on s'est heurté au FDC qui en somme trouve tout ça trop compliqué pour lui ».

Et les experts qui règnent sur les quelque 10,6 milliards d'euros en portefeuilles en ce moment devraient aussi reconnaître la tendance à l'investissement responsable et éthique. Les chiffres d'etika parlent d'eux-mêmes : plus de 40 millions d'euros sont investis en ce moment par quelques 885 clients. Les autres banques - etika est un organisme dépendant de la BCEE - s'y mettent aussi : « Jusqu'il y a quelques semaines, aucune banque n'a mis en avant son savoir-faire en matière d'investissement éthique, mais les choses bougent », estimait Paulus. Ainsi, le « banking responsable » pourrait être le prochain boom - reste juste à savoir jusqu'où iront les « nouveaux » investisseurs. Car s'ils sont prêts à accepter un rendement moindre, « ils ne veulent surtout pas courir de risques, ce qui est typiquement luxembourgeois », tempérait Charles Margue du TNS-Ilres, qui ajoutait encore que tout de même une part importante (25 pour cent) des sondés s'étaient déclarés insensibles au fait que le FDC investisse dans l'industrie de l'armement. Un changement d'attitude du FDC n'est donc pas vraiment obligatoire à l'avenir, même si - pour une fois - un sondage vient de démontrer que les gens sont au courant des implications internationales du capitalisme globalisé et qu'ils veulent avoir leur mot à dire, dès qu'il s'agit de leur argent.

Plus d'infos : www.etika.lu

SHORT NEWS

Marie-Astrid oder gar nichts

Kürzlich erfuhren die UntertanInnen, dass bei „Haffs“ nun das Gleichheitsprinzip zwischen Mann und Frau in der Thronfolgeregelung respektiert wird. So wird endlich die UNO-Konvention von 1979 „zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau“ auch auf monarchischer Ebene angewandt. Eine späte Läuterung, denn hätte das Haus Nassau sich schon früher um Gleichberechtigung bemüht, würde jetzt eine ausgebildete Krankenpflegerin das Zepter schwingen, die zudem noch, zumindest dem Namen nach, Herrin über die Luxemburger Freizeitflotte ist. Als Dame von Welt ging die erstgeborene Marie-Astrid allerdings nie im MLF-T-Shirt auf die Straße, um auf ihr Recht zu pochen. Doch auch das Luxemburger Parlament trägt einen guten Teil Mitschuld an der Diskriminierung. Das geht aus einer parlamentarischen Anfrage des Monarchie-Experten Alex Bodry hervor. Der sozialistische Abgeordnete weist allerdings nicht darauf hin, dass es kein richtiges Leben im falschen gibt, und die Monarchie an sich in einer demokratischen Verfassung keinen Platz hat. Er hält lediglich fest, dass der alte Familienpakt 1907 per Gesetz vom Luxemburger Staat anerkannt wurde. Bodry fordert eine Änderung dieses Gesetzes, oder besser noch, eine Integrierung des Textes in die Verfassung. Was er nicht schreibt, ist dass man im Parlament schon seit Jahrzehnten über eine solche Selbstverständlichkeit nachdenkt, aber bislang den Mut nicht hatte, den sich sträubenden Großherzogs mit einem Alleingang auf die Füße zu treten.

L'Agence immobilière sociale en expansion

Dans une réponse au député libéral André Bauler, le ministre du logement Marco Schank explique que le gouvernement poursuivra la mise en place d'une agence immobilière sociale pour lutter contre la pénurie de logements à prix abordable. Ainsi l'Agence immobilière sociale (AIS), créée en 2009 et cofinancée par le ministère du logement et celui de la famille et de la solidarité devra selon Schank instaurer un partenariat avec les offices sociaux à un niveau local ou régional afin de se compléter et éviter les doubles emplois. Jusqu'en mai 2011, l'AIS a su développer un parc immobilier de 68 logements dont dix maisons unifamiliales, 51 appartements et 17 studios - seulement dix logements sont occupés par la deuxième génération d'habitants, car les premiers habitants des autres logements n'ont pas réussi à trouver un logement sur le marché immobilier. Schank souligne dans sa réponse que le ministère du logement a développé un paquet de mesures dont une sert à créer une base légale pour l'AIS afin de valoriser et d'instituer de manière permanente cette nouvelle initiative, qui a été conçue comme un projet pilote. Par contre, le cadre juridique de l'agence proprement dit n'est pas encore précisé et le ministre ne s'exprime pas sur les options possibles de ce statut.

Rationskürzung für Arme

Standen der Nahrungsmittelversorgung der Ärmsten der europäischen Länder bisher etwa 500 Millionen Euro jährlich zur Verfügung, will die EU für 2012 nur noch 113 Millionen Euro aufbringen. Für die Hilfsorganisationen ist dies inakzeptabel, denn die europäische Hilfe deckt bis zu 50 Prozent der Nahrungsmittel ab, die sie an Arme austeilen. Am Ursprung der drastischen Kürzung steht eine Entscheidung des Gerichtshofes der EU, laut der es unzulässig ist, die Bedürftigenhilfe, wie momentan der Fall, von dem Budget der Gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) abzuzweigen. Die Hilfe sollte stattdessen stärker mit der Intervention von Agrargütern verknüpft werden. Als das Gesetz 1987 ins Leben gerufen wurde, war dies auch der Fall, doch mit den Reformen der GAP verkleinerten sich die Interventionsbestände. Um die Versorgung weiterhin zu garantieren wurde die Hilfe seit Mitte der 1990er Jahre durch finanzielle Mittel ergänzt. Wohlweislich unterbreitete die EU-Kommission bereits seit einigen Jahren Änderungsvorschläge, stieß damit aber auf Widerstand bei einigen Mitgliedstaaten. Eine traurige Entwicklung. Schließlich entsprechen 500 Millionen Euro nur einem Prozent des GAP-Budgets und versorgen doch schätzungsweise 43 Millionen Menschen in der EU, die von Nahrungsmittelarmut betroffen sind.